



CNCS
FEUQ

**Les sources et modes de financement des étudiants aux
cycles supérieurs – 2007**

Résumé

**Conseil national des cycles supérieurs
Fédération étudiante universitaire du Québec**

Sommaire

En 2001, le Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) dévoilait les résultats d'une étude portant sur les sources et les modes de financement des étudiants universitaires inscrits aux cycles supérieurs. Six ans plus tard, de nouveaux éléments ont affecté la situation financière des étudiants, certains positivement, d'autres négativement. Cela rend nécessaire une mise à jour des résultats de l'étude de 2001.

L'objectif principal de cette étude est de rendre compte, de la manière la plus détaillée possible, de la situation financière réelle dans laquelle se retrouvent les étudiants aux cycles supérieurs. L'accès à un financement adéquat est un élément crucial dans la décision d'entreprendre des études de 2^e et de 3^e cycle universitaire. Le niveau et la durée du financement sont cruciaux quant aux conditions dans lesquelles ces études sont suivies, quant aux chances de les compléter avec succès et dans des délais raisonnables. Or, le rapport sur *Les sources et modes de financement des étudiants aux cycles supérieurs* pour l'année 2006 démontre que plusieurs aspects de ce financement sont inadéquats.

Principalement, on constate qu'il y a plusieurs catégories d'étudiants dans les départements de nos universités. Le financement et les conditions générales d'études varient considérablement selon qu'ils ont réussi ou échoué aux concours des fonds subventionnaires fédéraux et provinciaux; qu'ils étudient en Sciences de la santé ou en Sciences humaines; qu'ils sont inscrits à l'Université McGill ou à l'Université du Québec à Chicoutimi; qu'ils sont intégrés ou non à un groupe de recherche; qu'ils sont inscrits à temps plein ou partiel, etc. Cela implique que certains étudiants vivent et étudient dans des conditions beaucoup plus difficiles que d'autres, ce qui compromet la réussite de leurs études, notamment en les obligeant à consacrer une partie importante de leur temps à un emploi extérieur.

Un objectif secondaire était de comparer la situation actuelle avec celle que le CNCS présentait dans la version précédente de cette étude publiée en 2001. Il est frappant de constater à quel point les résultats sont semblables, notamment en ce qui a trait à la répartition des sources de financement et dans les situations vécues selon les différents profils d'étudiants (temps plein ou partiel, maîtrise ou doctorat, programme de recherche ou programme de cours, étudiants québécois ou étrangers). Encore en 2006, l'étude met en relief l'importance des sources de financement personnelles aux cycles supérieurs. L'emploi extérieur et les contributions familiales comptent pour plus de la moitié du financement moyen de l'ensemble des étudiants, et pour plus de 60 % après l'âge de 30 ans. Cette situation est surtout marquante chez les étudiants de maîtrise. Or, si le Québec est sérieux dans ces objectifs de favoriser la formation d'un plus grand nombre de chercheurs, il faudra s'assurer que le financement public est à la hauteur de l'importance que l'on prétend y accorder.

Méthodologie de la collecte des données

La méthodologie de cette étude est comparable à la précédente, de manière à faciliter les comparaisons, sauf en ce qui concerne l'envoi du sondage. Nous avons, avec le soutien de la firme CROP inc., procédé cette fois par invitation électronique, plutôt que par l'envoi d'un questionnaire sur papier.

Population visée et échantillonnage

- Les étudiants de cycles supérieurs inscrits depuis au moins un an en 2007. La période prise en compte couvrait donc les trimestres d'hiver 2006, été 2006 et automne 2006, et ce dans tous les établissements universitaires, à l'exception de l'Université Bishop's et de l'École nationale d'administration publique.
- Une invitation électronique a été envoyée à 45 067 étudiants aux cycles supérieurs, sur un total de 58 918 étudiants inscrits¹. En guise de comparaison, la population sondée pour l'étude de 2001 était constituée de 5 154 étudiants, soit un étudiant des cycles supérieurs sur six.
- Les résultats de l'étude sont issus d'un échantillon de 1 638 répondants, dont les réponses ont été pondérées par cycle d'études, avec une marge d'erreur de 2,4 % et un niveau de confiance de 95 %.

Situation étudiante : Résultats de l'enquête par sondage

Caractéristiques des étudiants

- Notre groupe de répondants comptait 57 % de femmes et 43 % d'hommes et sa moyenne d'âge était de près de 30 ans. Exactement comme en 1999-2000, 40 % d'entre eux vivaient en couple et 18 % avaient des enfants à charge.
- Forte augmentation du nombre d'étudiants-chercheurs, au nombre de 30 000 en grande partie inscrits à temps complet, de plus ou moins 5000 en 5 ans, ce qui explique en partie l'augmentation du nombre de répondants membres d'un groupe de recherche.

Le financement des étudiants de cycles supérieurs

- Les données montrent que les revenus bruts des étudiants se situent, pour plus de la moitié d'entre eux, sous le seuil de faible revenu de Statistique Canada : en 2006, 24,4 % des étudiants de notre sondage avait un revenu brut inférieur à 11 000 dollars par année. Il s'agit presque exactement de la même proportion qu'en 1999-2000.

¹ Selon les données officielles du MELS à l'automne 2006.

- En 2006, l'emploi à l'extérieur de l'université reste la source de financement principale de la majorité des étudiants : 54,5 % de leur financement total moyen proviendrait de sources personnelles (emplois à l'extérieur de l'université et contributions familiales). Parmi nos répondants ayant occupés un emploi à l'université ou à l'extérieur en 2006, tout près d'un sur deux était d'avis que le temps consacré à l'emploi allongeait la durée des études. Cet effet négatif est plus marqué chez les étudiants de doctorat, qui sont 6 sur 10 à affirmer que leur emploi retarde la fin de leur projet d'études, contre 4 sur 10 à la maîtrise.
- À peine plus d'un tiers du financement proviendrait de sources publiques ou liées à l'université (sans tenir compte des emplois à l'université, dont il est difficile d'établir le lien avec les études). C'est à peu près identique à ce que révélaient les données de 1999-2000.
- Le financement public demeure toujours aussi peu en phase avec la durée réelle des études : parmi les répondants de notre sondage inscrits à la maîtrise, 46,9 % estimaient qu'ils ne termineraient pas leur projet d'études dans les délais prescrits par les organismes subventionnaires. C'était aussi le cas de 59,4 % des répondants inscrits au doctorat.
- L'Aide financière aux études du gouvernement du Québec (AFE) est remarquablement inadaptée aux besoins des étudiants : selon les données de notre étude, l'AFE ne représentait que 12,4 % du financement moyen de l'ensemble des étudiants inscrits à temps complet. De plus, elle demeure la principale source d'endettement, avec près de 4 diplômés à la maîtrise sur 10 et près de 6 diplômés au doctorat sur 10 qui devaient rembourser une somme supérieure à 15 000 dollars à l'AFE.
- L'âge et l'avancement des études font varier l'importance des sources de financement. Le nombre de trimestres d'admissibilité à l'AFE pour les étudiants des cycles supérieurs ne correspond pas à la durée réelle des études. C'est particulièrement vrai au doctorat. Cela fragilise les étudiants qui bénéficient des prêts et bourses et qui voient leur admissibilité se terminer au moment où ils en ont le plus besoin, vers la fin de leur projet d'études. Or, on sait que les étudiants bénéficiant de ce programme sont déjà les plus pauvres.
- La conciliation études-famille continue d'être problématique : à la maîtrise, 78,4 % des étudiants ayant des personnes à charge jugeaient difficile de concilier études et famille, contre 84,6 % au doctorat.
- La situation des étudiants étrangers résidents au Québec demeure difficile pour plusieurs d'entre eux, d'autant plus que ces derniers ne sont pas admissibles à la plupart des bourses, ni à l'AFE. Non seulement leur financement est toujours sensiblement inférieur à celui des étudiants québécois, mais ces étudiants verront leurs frais de scolarité largement augmentés.

- Le secteur d'études joue sur l'importance du financement, et surtout sur sa provenance. Les étudiants inscrits en Sciences pures et appliquées et en Sciences de la santé obtiennent une plus large part de leur financement grâce à des bourses d'excellence et des aides pour colloques et stages que leurs collègues des Arts et Lettres ou des Sciences humaines et sociales, pour lesquels l'AFE représente une part plus importante, ce qui les expose à plus d'endettement.
- Les étudiants à la maîtrise sont moins bien soutenus par les universités que leurs collègues du doctorat. En 2006, ceux qui avaient reçu des bourses et récompenses au mérite en avaient, en moyenne, tiré 10 101 dollars, contre 19 488 dollars pour les boursiers au doctorat. En fait, 46 % des étudiants-chercheurs à la maîtrise occupaient un emploi à l'extérieur de l'université en 2006, et plus de la moitié de ceux-ci y consacraient plus de 20 heures par semaine.
- L'appartenance à un groupe de recherche est également un facteur important quant à la provenance du financement des étudiants aux cycles supérieurs, surtout à la maîtrise. Ainsi, parmi les étudiants impliqués dans des groupes de recherche, 30 % des étudiants de maîtrise et 19 % des étudiants de doctorat occupaient un emploi extérieur. Cette proportion grimpe chez les étudiants qui n'appartenaient pas à un groupe de recherche, à 52 % à la maîtrise et à 35 % au doctorat.
- La plupart des étudiants des cycles supérieurs ont accumulé une dette d'études. En incluant toutes les sources d'endettement, la dette accumulée de plus d'un tiers des répondants de notre sondage (36,2 %) dépasse 12 000 dollars. En 2006, la dette moyenne des diplômés de maîtrise était de 13 810 dollars et celle des diplômés du doctorat étaient de 19 265 dollars, cette dernière a augmenté régulièrement depuis 2001 aux deux cycles d'études.